

## «Les politiciens doivent savoir prendre leurs responsabilités»

Au Lorraine, mardi, Theo Francken n'a rien lâché. Et surtout pas sur les controversées visites domiciliaires...

MARTIN BUXANT

**D**ate supplémentaire et salle archi-complète, l'étape Cercle de Lorraine du «Theo toert» – littéralement «Theo est en tournée» – s'annonçait bouillante comme un concert des Stones. Pensez donc: dans un business club, le droitier Theo Francken joue en terrain conquis. Et ce fut le cas puisqu'au terme de l'heure qu'a duré son exposé, mardi midi à Bruxelles, une large salve d'applaudissements est venue saluer la conclusion de Francken paraphrasant Winston Churchill: «Il ne faut jamais gaspiller une bonne crise.»

La crise européenne de l'asile, nous y voilà. Le terriblement controversé (et terriblement populaire) secrétaire d'État du gouvernement fédéral a mis à profit cette session pour répondre à une question: comment en est-on arrivé là? Bien sûr, on ne se refait pas, Theo Francken a émaillé sa partition de piques à la gauche – singulièrement le Parti socialiste et Ecolo, ses meilleurs ennemis – mais pour le reste, Francken est allé au fond du sujet.

Pour le nationaliste flamand, l'origine de la vague de migration massive à laquelle l'Europe doit faire face depuis trois ans (700.000 demandes d'asile rien qu'en 2017) est diverse. Il y a d'abord, a-t-il doctement entamé, les divergences de richesses entre Nord et Sud. Et là, une première pique à la gauche. «Elle a toujours pensé que l'aide au développement allait tout régler et était la solution miracle aux problèmes de migration. Ce n'est pas le cas.» Selon Francken, quelque 210 mil-

lions de jeunes seraient prêts à entamer une migration avec l'espoir d'une vie meilleure. «L'aide au développement ne réduit pas la pression migratoire. On voit d'ailleurs que les candidats au départ viennent davantage des pays africains les plus riches que les plus pauvres.»

### «Push-back»

Autres paramètres: la surpopulation dans le monde musulman et en Afrique subsaharienne ainsi que l'instabilité politique et les conflits armés. «Il est clair que l'Afghanistan, l'Irak ou la Syrie sont des pays d'origine de nombreux candidats à la migration.» En marge de ces facteurs exogènes, Theo Francken a pointé deux paramètres propres à l'Europe qui ont, selon lui, permis l'explosion de cette crise migratoire. Primo, la législation européenne ne permet plus les fameux «push-back», c'est-à-dire de ramener directement vers leur pays d'origine les candidats à la migration et les bateaux qui sont interceptés en mer. «Bien entendu, on doit sauver les gens, mais où doit-on les transporter ensuite? C'est une question fondamentale.»

Secundo, Theo Francken relève l'attitude européenne vis-à-vis de l'immigration clandestine. Ce moment où la gauche euro-

péenne a retrouvé la droite (Angela Merkel entre autres) et même le patronat allemand: «La politique des bras ouverts nous a conduits à la catastrophe.»

Résultat: un virage européen à 180 degrés, des gouvernements populistes. Et à la clé, un accord avec la Turquie d'Erdogan, qui sert désormais d'État tampon pour amortir le choc migratoire. «Ne croyez pas que je sois un fan de cet accord, il n'est pas très joli, mais il faut

admettre que c'est efficace.» Francken plaide d'ailleurs, à l'échelon européen, pour une politique extérieure musclée, cohérente et globale. «Appliquer les mêmes recettes que nous appliquons à la Turquie aux pays sud-méditerranéens.»

Theo Francken a également défendu le fait de collaborer à un échelon européen avec le Soudan. «Ce pays occupe une place stratégique, on sait que la situation est problématique en termes de droits de l'homme. On doit cesser de déléguer à ces régimes-là, mais il faut que l'Europe prenne ses responsabilités en la matière.»

Pour le reste, le secrétaire d'État a, avec son franc-parler habituel, encore évoqué cet autre sujet hautement sensible et au cœur de l'actualité: les visites domiciliaires/perquisitions pour débusquer les sans-papiers en situation irrégulière (lire également ci-contre). «C'est un projet qui vise à contrer le trafic d'êtres humains; l'accueil pour des raisons humanitaires n'est absolument pas en cause, a-t-il rappelé. On me parle de rafles, on me traite de raciste, de nazi, de fasciste, mais la vérité, c'est que ce projet législatif est nécessaire pour les policiers qui se retrouvent souvent devant une porte close tout en sachant qu'à une adresse, des clandestins sont hébergés. On autorise les inspecteurs sociaux et les inspecteurs fiscaux à effectuer ce genre de visites domiciliaires et ce ne serait pas possible pour les clandestins? Encore une fois, c'est un deux poids deux mesures de la gauche.»

Enfin, sur la légalité du projet, Theo Francken assure ne pas être une seconde inquiet: «C'est juridiquement très solide, ce travail est juridiquement parfait, à la virgule près.»

## MIGRATION

### LE DÉBAT SUR LES VISITES DOMICILIAIRES FAIT RAGE AU SEIN DU MR

S'agit-il d'une **première fissure dans le front gouvernemental** au sujet des visites domiciliaires? Au MR, le projet de loi du secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Theo Francken (N-VA), ne fait pas l'unanimité.

Lundi soir, huit membres MR sur les onze que compte le parti au conseil communal de Liège, au premier rang desquels la présidente du Sénat **Christine Defralgne**, s'étaient associés à une motion s'opposant à la mesure.

Plus tôt dans la journée, le sujet avait été débattu au bureau du MR, à l'initiative du député **Richard Miller**. «Dans son état actuel, le texte me pose des problèmes», a-t-il fait savoir, insistant sur la liberté d'expression qui prévaut au MR sur les sujets écheviques. À l'issue d'un débat animé, le parti a cependant réaf-

firmé son soutien à la mesure. «L'inviolabilité du domicile est garantie par l'article 15 de la Constitution mais ce droit n'est pas absolu», a souligné le président du MR **Olivier Chastel**.

Toutefois, mardi en commission de l'Intérieur de la Chambre, Richard Miller est revenu à la charge, fianqué de la bourgmestre de Molenbeek, **Françoise Schepmans**. Le député souhaite notamment que le projet confirme l'exception faite aux hébergeurs de sans-papiers mus par des motifs humanitaires. «Il faut préciser que l'hébergeur humanitaire est protégé», a-t-il souligné. «Il y a des points qui peuvent faire l'objet d'amendements, en particulier pour la protection des enfants et les fouilles», a pour sa part fait savoir Françoise Schepmans. Pour les opposants au projet Francken,

ces hésitations constituent une occasion d'enfoncer un coin dans l'unanimité gouvernementale qui prévalait jusqu'ici. Additionné en commission à la Chambre, le président de la Ligue des droits de l'homme **Alexis Deswaef**, s'est directement adressé aux députés MR: «Ne vous laissez pas entraîner par un grand parti identitaire. La liberté est une valeur de droite. Vous devriez être les premiers à vous dresser contre cette loi.»

Tout cela faisant quand même un peu désordre, le Premier ministre **Charles Michel** devrait, à son retour de Russie, reprendre le dossier en mains. Il se disait hier dans son entourage qu'il tiendra des consultations discrètes pour analyser les remarques et faire baisser la pression sur son gouvernement.

J.-P.B.